
Courrier



International

Traduction de *Correo Internacional*, n°109 -
Septembre 2004
www.litci.org - litial.be@tiscali.be

Publication de la LIT-QI
0,50 €

éd. Resp. : Jan Talpe- rue de l'élan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

Élections aux Etats-Unis :

**L'Iraq divise l'impérialisme
yankee**

En novembre prochain, il y aura des élections présidentielles aux Etats-Unis. Les principaux candidats sont l'actuel président républicain George Bush (qui va se présenter à nouveau) et le sénateur démocrate John Kerry. Le vote aura lieu en pleine crise profonde de l'occupation militaire de l'Iraq, suite à une résistance civile et militaire massive. Cette crise, de fait, touche l'ensemble de la politique extérieure de l'impérialisme yankee et s'étend aussi aux USA mêmes. Ce n'est pas par hasard que ce sujet est au centre du débat électoral.

La question est qu'après une victoire militaire initiale rapide, et de manière inattendue pour les analystes militaires et politiques de l'impérialisme, les troupes d'invasion ont fait face à une résistance civile et militaire dure et croissante qui a unifié les deux secteurs principaux du peuple iraquien (chiites et sunnites). Selon les informations journalistiques, la résistance militaire mène déjà une moyenne de 60 attaques quotidiennes qui ont déjà provoqué la mort de plus de mille soldats yankee, un chiffre que soulignent avec effroi tous les quotidiens et journaux télévisés des Etats-Unis.

Et la situation n'a pas changé après l'arrivée du nouveau gouvernement en Iraq qui a eu lieu en juin dernier, arrivée présentée comme une avancée vers l'"autonomie" iraquienne. Le nouveau gouvernement n'a pas plus de soutien populaire que le précédent et continue à être une "marionnette" soutenue par les troupes d'occupation. Pour la majorité du peuple iraquien, aussi bien le nouveau gouvernement que les occupants militaires sont des ennemis. C'est pourquoi, selon les rapports, le nombre d'attaques militaires a augmenté de 20% depuis juin. Jusqu'aux joueurs de l'équipe iraquienne de football (très performante lors des olympiades d'Athènes) ont fait échouer la tentative de Bush de les utiliser politiquement (comme "les représentants d'un nouveau pays libre") et ils ont réclamé le retrait des troupes américaines de leur pays.

Un succès éphémère

Face à cette réalité, les yankees ont répondu en essayant de renforcer leur offensive militaire sur les bastions de la résistance, avec une répression massive qui inclut la détention de milliers de "suspects", dont beaucoup sont torturés et même assassinés dans les prisons, dans une tentative de "casser" la résistance. Mais ces faits parviennent seulement à augmenter la haine du peuple iraquien, ainsi que la réprobation internationale et à l'intérieur même des Etats-Unis.

Dans ce cadre, à l'occasion d'une offensive sanglante, les troupes d'occupation ont repris la ville chiite de Najaf, sous contrôle des milices du chef religieux Al Sadr qui a ouvert des négociations pour désarmer son organisation militaire (promesse qu'il avait déjà faite avant mais qu'il n'avait pas respecté). La reddition de la ville et les négociations ont eu le soutien de l'autorité religieuse chiite suprême, l'ayatollah Ali Sistani, qui s'est rendu personnellement à Najaf. Il y a là un indice du caractère bourgeois et des profondes hésitations de la direction religieuse chiite dans l'affrontement avec l'impérialisme. C'est pourquoi le danger existe toujours que cette direction, ainsi que la direction - également bourgeoise - du secteur sunnite, essayent de désarmer la résistance, pactisent avec les yankees et leur permettent de reprendre un contrôle plus strict du pays. Il s'agirait évidemment d'une nouvelle situation.

Mais tout indique que ce n'est pas la situation actuelle. Il semble qu'il reste de véritables "zones libérées" dans les régions sunnites, spécialement dans le triangle formé par les villes de Fallujah, Bakuba et la zone nord de Bagdad, la capitale du pays. Des média journalistiques informent que le pouvoir effectif du président marionnette Yiad Alawi ne s'exerce que sur "la moitié de Bagdad". Les troupes d'occupation ne sont pas non plus parvenues à assurer une protection effective de la

production pétrolière et des oléoducs qui la transportent. Cela tant dans le sud du pays, une zone qui est principalement chiite, que dans le nord, dans la région de Mossoul et de Kirkuk où se trouve l'oléoduc qui passe par la Turquie.

Le monde contre Bush

D'autre part, le rejet de la politique de Bush et de l'occupation militaire de l'Iraq est très massif au niveau de l'opinion publique mondiale. C'est ce qui ressort de l'enquête réalisée dans plusieurs pays pour savoir comment les gens voteraient s'ils avaient la possibilité de participer aux élections présidentielles aux Etats-Unis : Bush perdrait par knock-out.

La dernière grande mobilisations a eu lieu en Grèce, pendant les Jeux Olympiques d'Athènes, contre la visite de Collin Powell, le Ministre des Affaires Etrangères du gouvernement de George Bush. Cette manifestation l'a contraint à annuler cette visite. Pendant la marche, des banderoles ont été accrochées à l'Acropole et au Parthénon (centre de l'ancienne ville), banderoles qui disaient : "Powell assassin, go home !".

Les "explications" de Bush

La réalité a été bien différente de ce que Bush avait prévu et promis au monde et au peuple américain. Ses "justifications" seraient risibles, si sa politique ne signifiait pas la mort de milliers de personnes : *"Il résulte que, suite à une victoire rapide et décisive, nous faisons face à des conditions sur le terrain qui ont été différentes de celles que nous avons assumé au début (...). Quand tout indiquait que Saddam allait tomber, les gens ont déposé les armes. En réalité ils ne l'ont pas fait. Ce qu'ils ont déposé a été leur volonté de combattre et ils se sont simplement dispersés vers l'intérieur du pays. Maintenant ils resurgissent ."* (New York Times, 30/8/04). Autrement dit, "nous avons des problèmes parce que nous avons gagné trop vite".

Ensuite, interviewé au cours de l'émission de télévision *Today* de la chaîne NBC, il a été un peu plus sérieux : *"Je ne crois pas qu'on puisse gagner la guerre contre le terrorisme. Il s'agit de créer des conditions pour obtenir un monde plus sûr pour nos enfants "*. Ainsi, il a essayé de justifier les problèmes rencontrés en Iraq, et anticipé le fait que la "guerre contre le terrorisme" devrait continuer pendant des décennies.

Problèmes intérieurs

Les choses se sont compliquées pour Bush, non seulement en Iraq mais aussi à l'intérieur des Etats-Unis. Après un important soutien initial à l'invasion, actuellement moins de la moitié de la population américaine soutient la politique de Bush et 54% croit que *"la guerre en Iraq ne vaut pas la peine"*, selon une enquête de Gallup. Cela se voit dans la manifestation récente, de centaines de milliers de personnes, à New York. Bien qu'elle ait aussi été appuyée par les démocrates à des fins électorales, elle a été beaucoup plus une marche anti-Bush et anti-guerre qu'une marche de soutien à Kerry. La marche a été très combative (il y a eu des centaines de détenus) et beaucoup de manifestants ont brandi des affiches qui disaient : *"Soutenez nos troupes ! Ramenez les à la maison !"*.

Une autre expression de cette opposition s'est formé à travers le groupe IVAW (Iraq Veterans Against the War - Vétérans de l'Iraq contre la guerre) qui s'ajoute aux organisations déjà existantes d'anciens combattants et parents de soldats qui s'opposent à l'invasion. Ce groupe, constitué de vétérans de l'Iraq et de l'Afghanistan et de soldats d'active, a déclaré *"qu'il s'engage à sauver des vies et à en finir avec la violence en Iraq, en combattant pour un retrait immédiat de toutes les troupes d'occupation"*.

De graves problèmes militaires dans un pays envahi, le rejet international, l'opposition aux Etats-Unis même, avec une polarisation croissante du peuple

américain à cause de la politique de Bush en Iraq... La combinaison de ces éléments fait que c'est désormais un lieu commun de comparer la situation actuelle de l'Iraq à celle du Vietnam.

En 1975, la guerre du Vietnam, pays du sud-est asiatique, a été la première défaite militaire subie par l'impérialisme yankee. La situation en Iraq est devenue le principal facteur d'usure de l'administration Bush. Sous cet aspect, la position du président américain peut se comparer à celle de ses principaux alliés européens : la défaite électorale de l'Espagnol Aznar, et l'affaiblissement dont sont victimes le Britannique Blair et l'Italien Berlusconi.

Deux hommes de l'impérialisme

L'actuel gouvernement américain et la direction des républicains sont dominés par des groupes influencés idéologiquement par l'extrême droite politique et religieuse, qui présentent la situation mondiale comme "une lutte entre le bien et le mal". Evidemment, les Etats-Unis et le capitalisme incarnent le "bien".

Le parti démocrate ne se nourrit pas de ces sources idéologiques. Il compte même, historiquement, avec une importante participation des minorités noire et hispanique, des homosexuels et des syndicats. Mais ce serait une erreur complète d'espérer qu'un triomphe de Kerry change les choses, en Iraq et dans d'autres domaines. Lamentablement, cet espoir est entretenu par plusieurs organisations de gauche et "progressistes" aux Etats-Unis comme dans le monde. Toutes ces organisations appellent à voter pour le candidat démocrate.

Les démocrates sont un parti impérialiste comme les républicains. C'est pourquoi, ils défendent et défendront le système impérialiste des toutes leurs forces. Rappelons que c'est le président démocrate Lyndon Johnson qui initia l'intervention américaine au Vietnam et que d'autres présidents de ce parti appuyèrent et impulsèrent de nombreux et sanglants coups d'Etat militaires en Amérique Latine et dans le monde.

Mais arrêtons nous sur les positions de Kerry lui-même, approuvées par le comité directeur démocrate. Avant l'invasion en Iraq, il a critiqué Bush pour ne pas avoir agi assez rapidement et aussi pour "*ne pas avoir envoyé les forces suffisantes pour accomplir la mission*". Il se présente maintenant comme quelqu'un de "*capable de sauver l'occupation manquée de l'Iraq*", et sa proposition est "*d'augmenter l'effort militaire et l'envoi de troupes*".

De plus, en disant : "*Avec Kerry comme commandant en chef, nous ne devons jamais attendre pour agir à l'étranger quand notre sécurité est en jeu*", les démocrates ont critiqué Bush pour ne pas avoir répondu militairement à la fabrication d'armes nucléaires par la Corée du Nord ou à la menace de l'Iran de sa lancer dans la fabrication de telles armes. Il est clair que c'est une illusion de croire que, s'il gagnait les élections, Kerry en finirait avec l'invasion de l'Iraq ou qu'il ne se lancerait pas dans de nouvelles agressions contre d'autres pays.

En même temps, comme l'ex-président démocrate Bill Clinton, Kerry a été un grand défenseur des nouveaux outils de pillage impérialiste en Amérique latine, comme l'ALENA et la ZLEA.

Au niveau de la politique intérieure, se gardant de heurter certaines bases traditionnelles de l'électorat démocrates, il se différencie sur certains thèmes, comme l'avortement. Pourtant, en tant que sénateur, Kerry a soutenu le USA PATRIOT ACT (qui restreint les droits civils des citoyens américains sous prétexte de "terrorisme") et les coupes budgétaires dans l'éducation et la santé publiques, ce qui affectent les travailleurs et les secteurs les plus pauvres de la population. Ce n'est pas par hasard que dans la presse on l'appelle parfois le candidate "me-too" (moi aussi) à cause de ses grandes convergences avec Bush.

Les différences

Pourquoi alors, s'ils sont tellement semblables, y a-t-il des secteurs impérialistes qui préfèrent Kerry ? Pourquoi alors, promouvoir un changement de garde présidentielle ? La réponse, il faut la chercher dans ce que nous avons déjà vu : les problèmes très graves en Iraq et, plus généralement, les problèmes qui ont leur origine dans la manière de Bush de mener la politique internationale.

Il s'agit plutôt de **comment faire face à la montée et à la résistance contre les agressions impérialistes. Bush et Kerry n'ont pas de divergences stratégiques, mais bien quelques divergences tactiques pour faire face à la nouvelle réalité.**

Et autour d'elles la bourgeoisie impérialiste yankee se divise et se polarise. Par exemple, le célèbre financier George Soros et l'influent quotidien le New York Times critiquent la politique "*unilatérale*" et "*suicidaire*" de Bush. Ils le voient comme quelqu'un "qui risque tout" et qui pourrait les mener à un "nouveau Vietnam". Kerry, au contraire, serait l'expression d'une tactique plus prudente et défensive, qui chercherait des alternatives négociées avec l'ONU, les puissances impérialistes européennes, etc..

Un autre aspect important est que des secteurs de la bourgeoisie américaine craignent que Bush soit trop usé et affaibli, sur le plan intérieur et extérieur, pour pouvoir défendre avec efficacité les intérêts économiques et politiques de l'impérialisme yankee. Ils préfèrent une nouvelle figure, plus prestigieuse, pour gérer les difficiles problèmes en suspens et spécialement la situation en Iraq. Comme dirait Kerry lui-même : "moi je peux faire mieux". Pour les deux aspects, ce secteur de l'impérialisme veut un nouveau Clinton : quelqu'un plus populaire et prestigieux, et à la fois plus flexible.

Les résultats possibles

Les enquêtes montrent des tendances électorales changeantes. Après une période où Kerry avait l'avantage, une "égalité technique" s'est produite entre les deux candidats et les dernières enquêtes indiquent un certain avantage pour Bush. Ce qui est certain, c'est que la campagne devient de plus en plus "sale". Des secteurs proches de Bush ont mis en question, à travers des publicités télévisuelles et par Internet, le passé militaire de Kerry, jusqu'à présent considéré comme un "héros du Vietnam", ce qui a eu un impact dans les intentions de vote. Les démocrates ont répondu en accusant Bush d'être un de ces "fils à papa" qui ont évité de partir au Vietnam avec l'aide de leur père millionnaire.

Actuellement, il est impossible de prédire le résultat de novembre. Mais nous pouvons analyser certaines hypothèses et leurs possibles conséquences. **Une défaite électorale de Bush** aurait probablement une signification semblable à celle de l'Espagnol Aznar face à Zapatero : **une victoire déformée des masses qui ferait pression pour obtenir des changements dans la politique extérieure yankee**, chose que Kerry essaierait certainement d'atténuer par des manœuvres, à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Au contraire, un triomphe de Bush pourrait être à l'origine de deux scénarios différents. Le consisterait à maintenir à tout prix sa politique et il est possible que, du fait de la résistance en Iraq, il doive faire face à une opposition de masses comme il n'y en a pas eu aux Etats-Unis depuis les années 70 (contre le président Nixon et la guerre du Vietnam). La gigantesque mobilisation de New York est un signal important en ce sens, et montre le rejet croissant de la politique de Bush par de larges secteurs. Le second est que ce soit lui-même qui modifie en partie sa tactique et qu'il se rapproche de ce que lui proposent les secteurs impérialistes qui le critiquent, en accord avec les changements qui se sont produits depuis 2001.

Ces variantes, ou d'autres, seront tranchées que dans le futur. Mais **quel que soit le vainqueur de ces élections, il agira comme un ennemi des travailleurs et des peuples du monde**. Quel que soit le vainqueur de ces élections, il nous faudra poursuivre la lutte contre lui et redoubler notre soutien à la résistance du peuple iraquien.

D'autres candidats

Avec beaucoup moins d'espace dans les médias, d'autres candidats se présentent aux élections de novembre. Parmi eux, il y a David Cobb du Parti Vert, qui présente sa candidature comme opposée à Bush mais non Kerry, à un tel point qu'il a déclaré que, s'il n'était pas candidat lui-même, "*il voterait pour Kerry*". Autrement dit, une alternative qui n'en est pas une.

D'autre part, plusieurs organisations de gauche soutiennent la candidature de Ralph Nader, une figure indépendante de "gauche", dans le sens large qu'on donne à cette définition aux Etats-Unis. Nader s'était déjà présenté aux élections précédentes. Comme candidat vice-président, il est accompagné par Peter Camejo, ancien dirigeant trotskiste et actuellement chef d'une PME en Californie. Cette formule ne présente pas un caractère de classe : par exemple, sa page web occulte le passé trotskiste de Camejo et souligne sa position actuelle de "chef d'entreprise préoccupé par les problèmes sociaux".

De toute façon, nous croyons qu'il s'agit d'une proposition progressiste parce qu'elle présente une alternative contre les deux grands partis impérialistes et parce qu'elle se prononce clairement contre l'occupation de l'Iraq et pour le retrait immédiat des troupes yankees.

Le paradis capitaliste ?

Il est indiscutable que, sur la base du pillage des richesses dans le monde entier, les Etats-Unis sont la plus grande puissance économique de la planète. Sur cette base, la presse et la propagande impérialistes veulent nous le montrer les Etats-Unis comme "le paradis capitaliste", la terre où "tous les rêves sont possibles". La réalité, toutefois, s'éloigne chaque jour de plus en plus de cet image.

Les dernières études indiquent que 12,5 % de la population américaine vit sous le seuil de pauvreté. Cela veut dire qu'il y a près de 36 millions de pauvres, un chiffre qui croît de manière constante depuis l'année 2000. D'autre part, si on considère que le chômage n'atteint que 4,2 %, cela veut dire qu'il existe un important secteur qui bien que travaillant demeure pauvre, ce qui s'explique par la détérioration de la qualité des emplois au cours des dernières années, tant au niveau des salaires que dans la précarité.

Les chiffres s'aggravent encore si nous analysons les minorités hispanique et noire, chez lesquelles la pauvreté atteint presque 22 et 23 % respectivement. Dans ces Communautés, la pauvreté infantile dépasse 30 % et c'est là qu'on retrouve la majorité des presque des 6 millions d'enfants qui vivent directement dans l'indigence. C'est-à-dire, pas loin de mourir de faim ou de maladies. En même temps la quantité de gens "sans domicile" qui, par milliers, dorment dans les rues des grandes villes augmente de plus en plus.

Le tableau de la situation est encore plus grave si nous considérons les coupes budgétaires constantes, dans les différents Etats. Coupes qui affectent le financement des refuges collectifs pour les "sans domicile", les subventions que l'état paye aux propriétaires qui louent à ceux qui ne peuvent pas supporter un loyer normal, l'éducation et la santé publiques, utilisées par les secteurs à bas revenu.

Ces coupes budgétaires contrastent avec le milliard de dollars que dépenseront les républicains et les démocrates à l'occasion de leurs campagnes électorales, ou avec les dizaines de milliards de dollars que coûte l'occupation de l'Iraq.

Les chiffres de pauvres ou "sans domicile" peuvent paraître petits en comparés à ceux de l'Amérique Latine ou de l'Afrique. Mais il s'agit du pays le plus riche de la Terre ! Il est donc évident qu'un tel paradis n'existe pas. Même Etats-Unis, est valable la "loi de la misère croissante", de Marx s'applique.

Un autre fait qui vient réfuter ce supposé "paradis" est le caractère profondément antidémocratique du système électoral. Le vote n'est pas obligatoire et les élections ont lieu un jour ouvrable. Cela veut dire que, si un travailleur veut voter, il doit perdre deux jours de travail sans salaire, un jour pour s'inscrire comme électeur et un autre le jour des élections. C'est ainsi que, lors des élections présidentielles de 2000, seulement 40% des personnes en âge de voter ont participé au scrutin. Evidemment, parmi les votants, prédominent les couches moyennes et la participation de la classe ouvrière et des pauvres est bien moindre. Les millions d'immigrants latino-américains qui travaillent depuis des années dans le pays, mais qui n'ont toujours pas obtenu la citoyenneté américaine ne peuvent pas voter. Sans parler des millions d'immigrants "illégaux" qui forment la couche la plus basse et la plus exploitée de la classe ouvrière.

En outre, le président n'est pas choisi directement par les électeurs mais à travers un système indirect de "grands électeurs" qui forment le "collège électoral". Chaque parti obtient tous les "électeurs" des états dans lesquels il a gagné (par exemple, New York ou la Californie), qu'importe s'il gagné par une voix de majorité ou un million, et parti perdant reste sans aucun électeur. Aux élections de 2000, par exemple, Bush a obtenu moins de voix que son opposant démocrate (Al Gore), mais il a quand même été désigné président du pays. Autrement dit : peu votent, et en plus, on ne respecte pas toujours leur volonté. Il s'agit d'une façon profondément antidémocratique de d'élire quelqu'un dont les décisions vont affecter non seulement tous les Américains mais des milliards de personnes dans le monde entier.